

I- DISSERTATION

Un penseur a écrit s'agissant du comportement de l'individu vis-à-vis des lois régissant ses rapports à la société :

« L'usage de la force est la seule façon de contraindre les individus au respect des lois que se donnent les hommes et donc de garantir leur liberté. »

Partages-tu cet avis ?

Développe ton point de vue à la lumière de ta connaissance de la vie politique et sociale de ton pays, des oeuvres littéraires que tu as étudiées ou lues.

II- COMMENTAIRE COMPOSÉ

Le Poète

Tu parleras la langue de ton innocence
Pour ceux que l'on écrase de calomnie
Jusqu'à ce que leur peau en exsude
Tu parleras la langue de ta justice
Pour ceux dont on aveugle la vue
Au fer des barreaux

Tu parleras de ton amour
Pour ceux que l'on bat
Pour ceux que l'on étouffe
Pour ceux que l'on torture
Pour les traqués
Tu parleras
Pour les condamnés
Tu parleras
Pour les déportés
Tu parleras
Pour les non jugés
Tu parleras
Pour les détenus
Tu parleras
Pour les interdits

Tu parleras
Pour les sans-défense
Tu parleras
Pour ces milliers d'êtres morts parmi les morts

Que l'on destine à la rage et à la haine
Dans les ténèbres des prisons
Tu parleras

Car tu hais la violence
Tu hais la calomnie
Tu hais le mensonge
Tu hais la haine
Tu parleras
À eux aussi tu parleras

Thomas Rahandraha, *Revue PA*, n° 57, cité in *Poésie d'un continent*, Edit. Du Silex, 1983.

En t'appuyant sur les ressources de la langue et de la versification, tu feras le commentaire composé de ce poème en l'organisant par exemple autour de la caractérisation de la personnalité du poète et sur la détermination des missions que lui assigne l'énonciateur.

III- CONTRACTION DE TEXTE

Pour un Mali nouveau

La réalisation de ce défi nécessite la prise en compte d'un certain nombre de priorités au nombre desquelles nous retiendrons : la refondation de l'État, la « réinvention » du politique et un renforcement de la citoyenneté de base.

La politique déterminant tout le reste, sa « réinvention » apparaît ici comme indispensable au rétablissement de la confiance et donc à l'efficacité de l'action publique. La « parole » politique peine à se faire entendre du fait du « mega mensonge » qui a dominé la vie publique ces dernières années. Le discrédit qui touche notamment la classe politique toutes tendances confondues tend à disqualifier les partis politiques, pourtant acteurs clés de la démocratie libérale. La réhabilitation de la politique en tant que moyen et espace de gestion pacifique des problèmes de la cité, s'accorde difficilement avec cette configuration et le fonctionnement actuel des partis. Le renouveau de la vie partisane est d'autant plus nécessaire qu'aucun des partis de la place (grands ou petits) ne paraît être à l'abri de dissidences voire d'implosion du fait des tensions internes liées à leur mode de fonctionnement. La fragilité des partis existants, appelle un autre type de regroupements politiques susceptibles de restaurer le débat public si pauvre dans notre pays et aussi l'émergence d'un nouveau leadership.

Le renouveau politique dans notre pays qui nécessite aussi une société civile plus autonome devrait mettre au centre du débat public la question de l'intérêt général comme « leitmotiv » de l'action publique. La crise malienne s'explique aussi et surtout par la prédominance des intérêts particuliers en l'absence d'un État régulateur. Pour fonder un État moderne et crédible, il nous paraît indispensable de donner la parole au peuple. C'est à

l'ensemble des communautés maliennes de décider au terme d'un processus de dialogue dans des formes à convenir d'un nouveau contrat social. Une des questions qui devrait faire l'objet d'une attention au cours de ce dialogue est celle de la place à accorder à la gouvernance dite « traditionnelle » dans les institutions. Cette suggestion relève moins d'un souci de faire reconduire des « traditions » (toujours reconstruites et réinterprétées par définition) que de prendre en compte dans le fonctionnement de notre système démocratique des légitimités locales tant qu'elles ne contredisent pas l'idéal démocratique d'égalité et de respect des droits humains.

L'expérience démocratique des 20 dernières années a montré certaines difficultés qui appellent à une réflexion approfondie sur les pratiques de la démocratie au Mali et en Afrique. Comme le faisait remarquer Achille Mbembé, il est de la responsabilité des intellectuels africains de réaliser une véritable pensée de la démocratie en Afrique. Il serait intéressant par exemple de comprendre comment dans un système dit démocratique, des élus se retrouvent sans légitimité au terme de processus électoraux longs et coûteux et doivent compter sur des structures informelles pour faire accepter leur autorité.

Enfin, le Mali nouveau à construire devrait renouer avec la conscience panafricaine qui a présidé au choix même de son nom. Certains aspects de la crise malienne ont montré qu'au-delà des discours convenus, cette conscience est bien faible voire émoussée chez beaucoup de nos concitoyens y compris même certains seniors dont on pouvait penser que la formation politique initiale en avait été nourrie.

L'approfondissement de la décentralisation sous les auspices d'un État moderne crédible pourrait favoriser l'intégration sous régionale en impulsant une véritable dynamique de régionalisation qui contribuerait au dépassement des frontières en Afrique de l'ouest à défaut de pouvoir les effacer. La crise malienne apporte la preuve que le défi sécuritaire auquel nous sommes confrontés aujourd'hui dans le Sahel ne peut être affronté que dans un cadre sous régional. L'impératif de l'intégration sous régionale, l'une des leçons majeures de cette crise, confirme l'idée que notre destin c'est bien l'Afrique. Mais seul un Mali nouveau réconcilié avec lui-même pourra nous permettre d'assumer notre vocation panafricaine.

Doulaye KONATÉ, « Le Mali face à son destin » in *Le Mali entre doutes et espoirs*, 2013.

1. RÉSUMÉ

Résume ce texte de 640 mots au 1/4 de sa longueur ; une tolérance de 10% en plus ou en moins est admise.

2. ESSAI

« La crise malienne apporte la preuve que le défi sécuritaire auquel nous sommes confrontés aujourd'hui dans le Sahel ne peut être affronté que dans un cadre sous régional. »

Partages-tu ce point de vue ?